Décision individuelle n° 319/2021

Pétitionnaire *: OFFICE NATIONAL DES FORETS DES HAUTES-ALPES*

Localisation *: Sentier du Saut du Laire depuis le village jusqu'au bout du plateau de Charnière. – commune Orcières*

Nature de la demande : *Circulation de véhicules motorisés*
Dossier suivi par *: C.Bourgeois / S. D'HOUWT / D. BRIOTET*

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Écrins,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.331 4-1, R.331-26, R.331-67 ;

Vu la loi n°2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n°2009-448 du 21 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Écrins et notamment son article 22 ;

Vu le décret n°2012-1540 du 28 décembre 2012 portant approbation de la Charte du Parc national des Écrins fixant les modalités d'application de la réglementation dans le cœur (MARCoeur), notamment son MARCoeur n°18 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

Considérant la demande formulée par le Technicien Sentiers-travaux-signalétique, le 11/06/2021

Considérant que la demande entre dans un des cas d'autorisation possible, tels que listés dans la modalité 18 d'application de la réglementation dans le cœur,

Considérant l'annexe 3 de la Charte du Parc national des Écrins fixant notamment les voies existantes dans le cœur du parc national des Écrins ;

Décide :

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande
Les agents de l'ONF 05 sont autorisés, aux conditions définies dans les articles suivants, à circuler en véhicules terrestres motorisés, **sur le sentier du Saut du Laire depuis le village de Prapic jusqu'au bout du plateau de Charnière,** sur la commune d'Orcières, dans le cœur du Parc national des Écrins, sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

Article 2 : Prescriptions
1- la circulation est autorisée dans le cadre des activités professionnelles **(TRAVAUX D'URGENCE)**
2- l'autorisation est accordée pour un aller-retour par jour maximum de préférence
3- un macaron des véhicules **Pelle mécanique Kubota U48-4 de 4.8 tonnes, Mitsubischi 4x4 L immatriculé 200 5260 KZ 05, Ford Ranger immatriculé FN-057-VJ, Peugeot Partner immatriculé CA 408 KY** et les noms des titulaires de l'autorisation, devront être apposés sur les véhicules. Ces macarons sontt fournis par l'établissement public du parc national des

Écrins,
4- tout changement de véhicule en cours de validité de la présente décision doit obligatoirement faire l'objet d'une mise à jour du macaron distinctif,

Article 3 : Durée
La présente autorisation pour le déroulement de cette activité est délivrée pour la période du **17 juin au 24 juin 2021.**

Article 4 : Mesures de contrôle
La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du parc national des Écrins ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

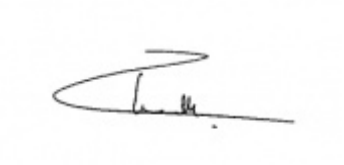
Article 5 : Autres obligations
Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Il ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions
Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Publication
La présente décision sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du parc national des Écrins (cf. : *http://www.ecrins-parcnational.fr/actes-administratifs*).

À Gap, le 11/06/2021

Le directeur du Parc national des Écrins,



Pierre COMMENVILLE

Copie : Secteur de CHAMPSAUR

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.